EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 18 mai 2018

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 161 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Christian AMIRATY - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Christine CAPDEVILLE - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Anne CLAUDIUS-PETIT - Auguste COLOMB - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandra DALBIN - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Olivier FREGEAC - Arlette FRUCTUS - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Nathalie LAINE - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Roger MEI - Danielle MENET - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINE - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Stéphane PAOLI - Patrick PAPPALARDO - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Patrick PIN - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Maryse RODDE - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - David YTIER - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Serge ANDREONI représenté par David YTIER - Mireille BALLETTI représentée par Bernard JACQUIER - Loïc BARAT représenté par Gisèle LELOUIS - Jean-Louis BONAN représenté par Nathalie LAINE - Odile BONTHOUX représentée par Irène MALAUZAT - Jacques BOUDON représenté par Moussa BENKACI - Frédérick BOUSQUET représenté par Dominique FLEURY- VLASTO - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Gérard BRAMOULLÉ représenté par Jules SUSINI - Laure-Agnès CARADEC représentée par Gérard CHENOZ - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Eugène CASELLI représenté par Roland CAZZOLA - Bruno CHAIX représenté par Marie-

Signé le 18 Mai 2018

Reçu au Contrôle de légalité le 24 mai 2018

France DROPY- OURET - Jean-David CIOT représenté par Loïc GACHON - Frédéric COLLART représenté par Jean MONTAGNAC - Monique CORDIER représentée par Xavier MERY - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Michel DARY représenté par Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET représenté par Martine CESARI - Sylvaine DI CARO représentée par Philippe DE SAINTDO - Pierre DJIANE représenté par Martine RENAUD - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Bruno GILLES représenté par Marie-Louise LOTA - Jean-Pierre GIORGI représenté par Patrick BORÉ - Olivier GUIROU représenté par Jean-Pierre MAGGI - Garo HOVSEPIAN représenté par Annie LEVY-MOZZICONACCI - Nicolas ISNARD représenté par Didier KHELFA - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Francis TAULAN - Laurence LUCCIONI représentée par Catherine PILA - Bernard MARANDAT représenté par Jeanne MARTI - Stéphane MARI représenté par Gérard POLIZZI - Marcel MAUNIER représenté par Jocelyne TRANI - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Arnaud MERCIER représenté par Joël MANCEL - Yves MESNARD représenté par André JULLIEN - Danielle MILON représentée par Roland GIBERTI - Jérôme ORGEAS représenté par Patrick GHIGONETTO - Roger PELLENC représenté par Hervé FABRE-AUBRESPY - Serge PEROTTINO représenté par Christophe AMALRIC - Roger PIZOT représenté par Jacky GERARD - Marine PUSTORINO-DURAND représentée par Yves MORAINÉ - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Carine ROGER représentée par Michèle EMERY - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Isabelle SAVON représentée par Georges GOMEZ - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Claude VALLETTE représenté par Daniel HERMANN - Yves VIDAL représenté par Georges CRISTIANI - Yves WIGT représenté par Patrick APPARICIO.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Jean-Pierre BAUMANN - Sabine BERNASCONI - Michel CATANEO - Laurent COMAS - Nouriaty DJAMBAE - Claude FILIPPI - Josette FURACE - Dany LAMY - Michel LAN - Albert LAPEYRE - Stéphane LE RUDULIER - Jean-Marie LEONARDIS - Patrick MENNUCCI - Didier PARAKIAN - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Maryvonne RIBIERE - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Marie-France SOURD GULINO - Philippe VERAN - Didier ZANINI - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Étaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Patrick PADOVANI représenté à 10h07 par Josette VENTRE - Gaëlle LENFANT représentée à 10h18 par Pascale MORBELLI - Dominique FLEURY- VLASTO représentée à 10h44 par Dominique TIAN - Solange BIAGGI représentée à 10h45 par Marie-Josée BATTISTA – Christian BURLE représenté à 10h53 par Philippe ARDHUIN.

Étaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Lisette NARDUCCI à 10h30 – Michel AZOULAI à 10h47 – Bernard RAMOND à 11h00 – Georges GOMEZ à 11h00 – Michel MILLE à 11h05 – Georges ROSSO à 11h20 – Pascal MONTECOT à 11h22 – Patrick GHIGONETTO à 11h25

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 056-3826/18/CM

■ Création d'une centrale d'achat métropolitaine à l'échelle du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

MET 18/7356/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la mutualisation des achats des différents territoires et directions a constitué l'un des chantiers prioritaires. De nombreux projets ont ainsi été initiés, et les premiers marchés mutualisés ont permis de générer des économies d'échelle substantielles, qu'il s'agisse de l'acquisition des équipements de protection individuelle, de fourniture de bureaux ou de marchés d'assurance, trois exemples dans lesquels les gains constatés sont de l'ordre de 50% par rapport aux prix antérieurs.

Le travail de convergence des besoins et de réflexion sur les stratégies d'acquisition menées par les acheteurs a en outre permis d'initier une dynamique d'échanges et de diffusion des meilleures pratiques entre les services et les territoires ; c'est un chantier qui contribue à la construction d'une véritable culture d'achat métropolitaine.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a par ailleurs négocié avec l'UGAP une nouvelle convention partenariale sur la base des volumes de commande agrégés de la Métropole, de la RTM et de la RDT13, ce qui a permis de diminuer sensiblement les marges appliquées. Surtout, elle a souhaité en faire pleinement bénéficier l'ensemble des communes membres qui le souhaitent, sans que celles-ci aient à s'engager contractuellement sur des volumes annuels.

C'est forte de ces premiers succès que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite aujourd'hui faire bénéficier plus largement toutes les communes qui le souhaitent aux économies d'échelle qu'elle parvient à dégager sur ses achats, en les associant sur la base du volontariat à des projets de mutualisation.

Les réflexions de la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont donc portées sur la création d'une centrale d'achat en vertu de l'article 26-I de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics issu de la transposition des directives européennes n°2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014.

Cette ordonnance permet à un acheteur dont les achats sont soumis aux règles de la commande publique telles que définies par celle-ci, de se constituer en centrale d'achat. Sont considérées comme des acheteurs, les personnes morales de droit public conformément à l'article 10 de cette ordonnance. Enfin, ce texte ajoute que les acheteurs qui recourent à une centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Dans ce cadre, la Métropole acheteur public, qui soumet ces achats aux règles de la commande publique, peut se constituer en centrale d'achat. Celle-ci aura pour activité « *la passation de marchés publics ou la conclusion d'accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs* », tel que le prévoit l'article 26-I-2 de l'ordonnance précitée. Les marchés et accords-cadres concluent par la centrale d'achat ne concerneront que les compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence telles que fixées par les textes législatifs et réglementaires, y compris les achats transversaux liés aux fonctions support pour exercer ces compétences.

La centrale d'achat opérera dans les limites géographiques du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'adhésion, sur une base volontaire, sera ouverte exclusivement aux bénéficiaires suivants :

- aux communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- aux entités publiques qu'elle finance ou contrôle.

Signé le 18 Mai 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 24 mai 2018

Les objectifs de la centrale d'achat sont multiples :

- optimiser la dépense publique et permettre aux communes de bénéficier de prix plus bas en jouant sur l'effet volume,
- réduire les coûts de passation des procédures, et mettre au service des communes qui le souhaitent la capacité d'ingénierie achat de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- stimuler la concurrence tout en préservant le tissu économique local, conformément aux engagements du pacte de gouvernance financier et fiscal. Les mutualisations ne sont pas antinomiques d'un meilleur accès des TPE et PME aux marchés de la collectivité, et la Métropole utilise chaque fois que nécessaire les outils permettant de préserver les opérateurs économiques de petite taille (allotissement géographique, limitation du nombre de lots attribuables à un même opérateur etc.).

Consécutivement à la création de la centrale d'achat, une convention constitutive définissant les conditions générales de recours et l'adhésion des bénéficiaires fera l'objet d'une nouvelle délibération soumise au vote d'un prochain Conseil. Cette délibération précisera également l'organisation générale des activités de passation et d'exécution des marchés et accords-cadres passés par la centrale d'achat ainsi que les grands principes suivants :

- la Commission d'Appel d'Offres de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera compétente pour attribuer les marchés lancés par la centrale d'achat ;
- chaque adhérent sera responsable de l'exécution des bons de commande et marchés subséquents qu'il passera en exécution des accords-cadres notifiés par la centrale ;
- l'adhésion sera gratuite, et chaque adhérent demeurera libre de fixer sa propre politique achat et de recourir à la centrale en opportunité selon ses propres besoins.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Les directives européennes n°2014/24/UE et 2014/25/UE du 26 février 2014 ;
- L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il est nécessaire d'amplifier la dynamique de mutualisation initiée depuis le 1^{er} janvier 2016 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'y associer plus largement toutes les communes qui le souhaitent pour leur permettre de bénéficier d'économies d'échelle ;
- Qu'à cet effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence, acheteur public qui soumet ces achats aux règles de la commande publique, peut se constituer en centrale d'achat conformément à l'article 26-I de l'ordonnance n°2015-899 relative aux marchés publics ;
- Qu'il est nécessaire de faire approuver la constitution de la centrale d'achat et ces principes par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Signé le 18 Mai 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 24 mai 2018**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la constitution d'une centrale d'achat par la Métropole Aix-Marseille-Provence dont l'activité est limitée aux marchés publics ou la conclusion d'accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs, dans les conditions prévues à l'article 26 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 2 :

Est approuvé le principe selon lequel le périmètre de cette centrale d'achat est circonscrit aux compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence telles que fixées par les textes législatifs et réglementaires, y compris les achats transversaux liés aux fonctions support pour exercer ces compétences

Article 3 :

Est approuvé le principe selon lequel les bénéficiaires de cette centrale d'achat sont les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les entités publiques qu'elle finance ou contrôle qui pourront librement adhérer à celle-ci.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à prendre tout acte nécessaire à cette constitution de centrale d'achat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Commande publique et
Commission d'Appel d'Offres

Bernard JACQUIER